

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Le député de York-Sud a dit qu'il s'agissait d'un prêt. Ce n'est pas ce que j'ai dit.

M. Saltsman: Je pense que cela en a bien des caractéristiques. Faisons-le nous-mêmes. Entrons dans les affaires. La présente législature a le sens des affaires. Nous prenons tous les risques et les autres empochent tous les bénéfiques. Nous pourrions avoir un prêt sans intérêt. Si la société marche bien, cela risque de payer lorsque l'on vendra l'affaire. Si elle ne marche pas, il nous suffit de l'amortir. Cela semble une bonne affaire pour le gouvernement canadien. Je ne vois pas grand risque à le faire. Si le gouvernement est prêt à faire cela dans le secteur privé, nous pourrions le faire beaucoup plus avantageusement dans le secteur public.

Je veux reprendre certains des arguments que le ministre a présentés à la Chambre pour l'inviter à adopter cette mesure fiscale. Je vous renvoie à ses propos qui sont consignés à la page 4723 du hansard du 13 juin. Quand on considère l'analyse que le ministre a faite de notre économie, on est d'abord porté à être d'accord avec lui. Je conviens avec lui que nous sommes vraiment en difficulté. Cependant, quand il propose des solutions, il n'est alors plus question de le suivre. Ces solutions que nous propose le ministre semblent avoir très peu de rapport avec le problème qu'il a exposé. Assurément, il existe beaucoup de solutions de rechange à celles que le ministre nous a présentées. Il a choisi la voie de la facilité, celle de l'argent. Tel un millionnaire ivre, il répète: «Servez-vous, il y a de l'argent tant que vous en voulez.» Il devrait plutôt considérer calmement la situation et chercher un meilleur moyen d'organiser notre société et d'orienter les énergies du gouvernement pour stimuler le secteur manufacturier. Parlant de l'économie canadienne, il a dit ceci:

Ces dernières années, elles les industries de fabrication ont souffert du relèvement de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain, . . .

Comment une diminution de l'impôt des sociétés pourra-t-elle améliorer cette situation? Comme pourra-t-elle améliorer la position de notre monnaie par rapport à celle des autres pays? Quelle est la cause de l'augmentation de la valeur monétaire qui nous est désavantageuse? Il y a une cause évidente, l'encouragement donné par le gouvernement à l'exportation de nos matières brutes. On ne peut faire les deux à la fois. On ne peut avoir un régime fiscal qui encourage les industries extractives à exporter et en même temps encourager le secteur secondaire.

● (1610)

Permettez-moi de vous donner un exemple de la façon dont des gouvernements ont estimé pouvoir poursuivre cette double politique. Un jour, un ministre de l'Industrie et du Commerce a prononcé un discours à l'extérieur de la Chambre. Il s'adressait à un de nos groupes financiers les plus prestigieux et se vantait des réalisations du gouvernement. Nous avons souvent vu d'autres ministres en faire autant. Il déclarait en substance que nos exportations avaient augmenté de 18 p. 100. Il fut très applaudi. C'était magnifique. Le Canada avait augmenté ses exportations de 18 p. 100.

Il poursuivit en décrivant à quel point nos affaires allaient bien. Par contre, il dut ajouter que tout n'allait pas parfaitement bien et que nos importations avaient augmenté de 17.5 p. 100. A quoi s'attendait-il? Il est impossible d'augmenter vos exportations sans augmenter vos importations, pas plus qu'il n'est possible d'augmenter vos

importations pendant un certain temps sans exporter quelque chose.

Dans toute cette équation, ce qui importe vraiment n'est pas la proportion dans laquelle vos exportations ont augmenté ou si elles équilibrent vos importations, car cela se déroule sur un certain laps de temps, mais quelles sont les conditions commerciales appliquées. Que vendiez-vous à l'extérieur et qu'y achetiez-vous? Ce que nous vendons à l'étranger sont des matières premières irremplaçables et ce que nous achetons sont des produits manufacturés que nous aurions pu fabriquer nous-mêmes le plus souvent et qui nous auraient fourni bien plus d'emplois que ce que nous avons exporté. Nous avons importé du chômage et exporté des emplois. Voilà la politique que nous avons suivie et nous ne la redresserons pas en supprimant totalement l'impôt sur les sociétés et encore moins en le ramenant à 40 p. 100.

Passons maintenant aux autres problèmes portés à notre attention. Le ministre nous a parlé du récent élargissement de la Communauté économique européenne qui, d'après lui, est venu accentuer la menace concurrentielle. Que faisait ce gouvernement et ses prédécesseurs à l'époque où nous vendions au Royaume-Uni deux fois plus que nous ne lui achetions? Que s'est-il passé lorsqu'un premier ministre du Canada a annoncé qu'il allait détourner 15 p. 100 de nos exportations des États-Unis vers la Grande-Bretagne et que nous allions augmenter notre commerce avec l'Europe? Rien ne s'est fait parce que nous nous sommes trouvés bloqués dans une politique continentale avec les États-Unis qui nous a fermé les yeux aux possibilités qui existaient ailleurs dans le monde et parce que, à cause de la mainmise étrangère, les décisions étaient prises par des sociétés continentales qui se souciaient très peu de ce qui adviendrait plus tard au Canada et à ses relations avec les pays d'Europe.

Maintenant, nous commençons à nous plaindre que les Européens ne veulent pas de nous. Nous commençons à verser des larmes parce que la Grande-Bretagne est entrée dans le Marché commun. Quel choix avait la Grande-Bretagne, après être venue solliciter un pays du Commonwealth comme le Canada et lui avoir dit: «Élargissons notre commerce au lieu de nous joindre à l'Europe»? Le Canada n'écoutait pas et ne faisait rien pour aider. Maintenant, nous avons des ennuis, disons-nous, parce que ce marché nous est fermé. Oui, nous avons des ennuis. Mais quel effet a sur nous réellement la diminution de l'impôt sur les profits des sociétés? Pourrions-nous faire davantage concurrence en surmontant un peu mieux les obstacles, sans toutefois, pouvoir surmonter vraiment ces années de prise de décision désastreuse qu'a connues notre pays avant cela?

Le ministre présente un troisième argument. Il dit qu'il existe un autre défi depuis que le Japon se présente comme un des nouveaux géants industriels. Veut-il vraiment nous faire croire que le prix est un élément important au Japon? L'économie des Japonais est entièrement contrôlée. Ils achètent ce qu'ils veulent et le prix ne constitue que l'un des éléments, un élément très peu important. Ils décident quelles marchandises ils vont fabriquer, quel taux d'intérêt ils vont encourager. Ils achètent du Canada. Ils achètent du charbon dont ils se servent pour fabriquer des voitures; ils nous le revendent donc sous forme de voitures.